

ÉNERGIE SAGUENAY

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

Commentaire

présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

par

Léo Gaudreault Arsenault

22 octobre 2020

Au président, M. Denis Bergeron
Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, Mon nom est Léo Gaudreault Arsenault. Je suis originaire de Petit-Saguenay et je suis artiste en arts visuels présentement établis à Montréal.

J'ai quitté la région il y a quelques années pour les études universitaires et le désir de retourner en région est partagé dû au manque d'opportunités intéressantes que la région présente aux étudiants post-collégiaux comme moi. Je suis non seulement préoccupé par le projet de GNL-Québec pour des raisons environnementales et économiques, mais également pour des raisons politiques. Je m'engage ici à vous faire part de mes craintes et objections d'abord sur le plan environnemental, car pour un projet de liquéfaction de gaz naturel qui fait partie d'une chaîne d'activités extractivistes, il semble plus qu'évident que les risques et les conséquences sont lourdes. Je vous ferai également part de mes perspectives sur le plan politique pour l'avenir de la région et de nos communautés.

Tout d'abord, je suis préoccupé par le projet de la compagnie GNL-Québec parce que celle-ci, parmi tout les sites possibles, à choisi de l'installer en plein coeur d'un parc naturel, le parc national du Fjord-du-Saguenay, tout en franchissant quotidiennement avec le transport des méthaniers (et remorqueurs) l'embouchure du fjord et du fleuve, et donc, le Parc marin du Saguenay-St-Laurent. Nous sommes en droit de se demander en quoi est-il utile de créer des zones nationales protégées si c'est pour permettre à des méga projets industriels, qui en plus, sont de l'industrie de l'extraction et de la transformation de gaz naturel de s'installer sur et à travers ces mêmes sites.

J'aimerais également souligner l'hypocrisie de la segmentation du projet GNL en scindant l'usine de liquéfaction et la construction d'un gazoduc alors qu'un le premier est dépendant du second. Les "deux" projets répondent à un seul et même circuit de distribution de matière transformée. Bien que réglementaire au yeux de l'appareil d'État, la division du projet m'apparaît comme un affront au bon jugement de la population quant aux impacts écologiques en jeux. C'est terriblement insultant. Nous sommes certainement assez clairvoyants pour entrevoir le levier de pouvoir qu'une usine fraîchement construite pourrait entraîner dans l'obligation de construction d'un gazoduc en deuxième phase, et ce, malgré toutes les objections qui en découlent. Qu'on soit bien clair ici, mon refus au projet ne changera pas d'une phase à l'autre.

J'ai confiance en tous les groupes environnementaux, les experts et mes concitoyens pour s'étaler sur tous les facteurs écologiques qui motivent nos revendications à l'encontre du projet. Risque de fuites, impacts du bruits et des passages sur les populations marines en dangers, fréquence des passages des méthaniers, risques sur les projections d'exportations de gaz que GNL à eux-même fournis, nombre d'émissions de GES dans la chaîne de production de ce gaz liquéfié (extraction, transport, gazoduc, liquéfaction, perte selon le débit des exportations,

transport maritime, sans compter la construction de ces mêmes infrastructures par tous les contracteurs participants). Les objections sont si nombreuses. Si je ne m'étalerai pas en détail, mais je ne les appuies pas moins.

Je m'oppose au projet de GNL-Québec par soucis environnemental local et global autant que pour des raisons économiques. Par dessus tout, je m'oppose à GNL-Québec pour des raisons fondamentalement politiques. J'aimerais revenir sur un détail mentionné en introduction, le fait que je suis partie de la région par manque de perspectives. Nous avons observé l'exode des jeunes vers les grands centres et cela ne relève certainement pas du hasard. Chez nous, dans mon petit village, la plupart des jeunes ayant des études postsecondaires ne sont pas revenus pour y vivre, entraînant évidemment une diminution et un vieillissement de la population, une baisse économique, une réduction des services, même essentiels, bref une dégradation du tissu social et économique.

Nous avons quitté pour étudier dans des domaines variés. Nous avons quitté pour aller chercher des compétences et des expériences diverses. Une chose est bien certaine, nous n'avons pas quitté la région pour revenir travailler comme opérateur d'usine. Ces emplois que font miroiter GNL et les politiciens ne s'adressent pas à nous, ils ne nous feront pas revenir et ne stimuleront pas notre régions.

Le mirage industriel doit être dépassé. Nous avons l'expérience des compagnies forestières et des pâtes et papier et de l'Alcan. Ces industries s'implantent pour un temps, exploitant sa main-d'œuvre pour leurs propres profits. Lorsque ces industries ont piller nos ressources, lorsque la rentabilités de leurs activités chute, nous voyons pleuvoir les mises à pied, nous laissant à nous-même, sans emploi, sans agentivité.

Je refuse de laisser le sort de notre région dans les mains des grandes compagnies extractivistes une fois de plus. Je refuse que le sort socio-économique de la région, de mon village et de ceux des alentours soit indexé par le même processus de centralisation des décisions gouvernementales. Il m'apparaît urgent d'inverser la tendance. Nos régions se dépeuplent et s'appauvrissent face à la centralisations des ressources et des services. Nous ne sommes plus des lieux où puiser des matières premières. Nous ne sommes plus ces territoires à coloniser par le biais industriels. Nous disposons de citoyens, de travailleurs qui ont les ressources et le désir de bâtir un avenir différent.

Prenons les investissements monétaires et déployons les infrastructures nécessaires pour que nous puissions mettre à profit nos savoirs et nos ressources. Nous, jeunes du Saguenay Lac-St-Jean, n'attendons que les opportunités de réinvestir notre région autrement.

Il est temps de faire plus de place à l'autodétermination. Nos villes et nos villages deviennent intéressants par l'initiative citoyenne, par le commerce local de proximité, par ces commerces qui vivent de l'entraide et de la cohésion régionale. Nos villes et villages sont attirant parce qu'il y a une proximité sociale, parce que nous nous connaissons, que nous pouvons créer des liens entre nous, des réseaux et des communautés. C'est ce qui nous fera rester ou revenir dans nos

régions, c'est ce qui peut encourager un réel dynamisme. Nous ne reviendrons pas par prétexte d'emploi clé en main ou de baisse du taux de chômage. Nos emplois, nous les avons déjà, mais ailleurs, à l'extérieur. Nous ne reviendront pas pour éponger un désastre environnemental, pas plus que pour regarder les méthaniers passés, et encore moins pour s'enorgueillir d'un complexe usinier.

Le méga projet GNL est un projet lâche et sans envergure, profitable que pour quelques uns des plus riches. Le réel projet, celui qui demande de vrais efforts politiques et économiques, c'est de nous laisser se définir et s'autodéterminer dans une économie à notre échelle dont les retombées nous profiterons réellement et directement.

Je vous laisse ici une lettre ouverte rédigé en 2019, signé par plus de 260 jeunes comme moi:
<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2019-11-12/nous-disons-non-a-gnl-quebec>

En espérant cette fois être entendu et considéré.
Bien à vous

Léo Gaudreault Arsenault

